



**MINISTÈRE DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

Tours, le 26 mai 1999

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE

-=-

SEANCE DU 20 MAI 1999

Extension du Centre d'Enfouissement Technique et exploitation d'une déchetterie par la Société GENET à SONZAY.

I/ HISTORIQUE DU SITE

La Société GENET dont le siège social est situé en Z.I. du Menneton à TOURS exploite aux lieux-dits "Lande de Bouin-Gouin" et "Bois du Signal" à SONZAY, un Centre d'Enfouissement Technique (C.E.T) aménagé en 1985.

Le C.E.T a été autorisé par arrêté préfectoral le 21 août 1985 pour des activités d'enfouissement d'ordures ménagères et autres résidus urbains, inscrites sous la rubrique 322-B-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cet arrêté a été pris en conformité avec l'instruction technique du 9 mars 1973 relative aux décharges contrôlées de résidus urbains.

Un premier arrêté complémentaire en date du 28 juillet 1993 autorise la Société GENET à exploiter une station de compression de gaz issu de la fermentation des déchets permettant de valoriser le biogaz.

Un second arrêté complémentaire en date du 5 août 1993 fixe la liste des déchets admissibles sur le site de SONZAY et interdit la mise en décharge des papiers-cartons non souillés.

II/ PRESENTATION DU PROJET

Le Directeur Général Adjoint de la Société GENET, a déposé le 16 mai 1997 une demande d'autorisation portant sur l'extension du Centre d'Enfouissement Technique ainsi que l'exploitation d'une déchetterie.

Le projet est concerné par les rubriques suivantes :

RUBRIQUE	ACTIVITE	CLASSEMENT
N° 322 - B - 2°	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains en décharge contrôlée	Autorisation
N° 2710-2°	Déchetterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public. Surface inférieure à 2500 m ²	Déclaration

III 1 SITUATION DU PROJET

Les terrains concernés par l'extension du C.E.T. et la déchetterie correspondant aux parcelles cadastrées en section H sous les numéros 15, 16, 19, 91, 92, 93, 94, 95, 145 et 146 pour une surface de 24 ha.

Les parcelles concernées sont situées en zone N du plan d'occupation des sols de la commune de SONZAY. Le règlement de cette zone autorise l'aménagement ou l'extension de toute installation classée existante.

La zone d'extension est située dans un espace boisé pour lequel l'exploitant a obtenu une autorisation de défrichement en date du 31 juillet 1996.

La déchetterie est située à l'entrée du centre d'enfouissement, le long de la route départementale n° 959.

L'exploitant sollicite une autorisation d'exploiter pour une durée de 10 ans pour les tonnages annuels suivants :

- Année 1999 : 140 000 tonnes,
- Année 2000 : 135 000 tonnes,
- Année 2001 : 135 000 tonnes.
- Du 1er janvier 2002 au 30 juin 2002 : 67 500 tonnes.

Par la suite, le tonnage maximum admis sur le site sera défini par un arrêté préfectoral complémentaire qui précisera également la durée de vie du site.

III/2 COMPATIBILITE AVEC LE PLAN DEPARTEMENTAL D'ELIMINATION DES DECHETS

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés d'Indre et Loire a été approuvé par arrêté préfectoral le 2 février 1996.

Le centre d'enfouissement technique de SONZAY est situé dans la zone Nord du département et reçoit principalement les déchets ménagers et les déchets industriels banals en provenance de TOURS et son agglomération.

Le plan départemental d'Indre et Loire a retenu SONZAY ainsi que 3 autres sites comme centre de stockage de déchets ultimes, sous réserve du respect de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés. En conséquence, plusieurs décharges autorisées sont en cours de fermeture. Il est donc prévu un accroissement de la capacité de mise en décharge sur le site de SONZAY puis une diminution du tonnage en fonction de la mise en place des collectes sélectives et des usines de traitement sur notre département.

Par ailleurs, il faut noter qu'environ 60 000 tonnes de déchets collectés par l'entreprise GENET dans l'agglomération tourangelles sont enfouis actuellement dans le C.E.T. d'Orchaise situé dans le Loir et Cher ainsi que dans des C.E.T. situés dans les départements de l'Indre et de la Vienne. Ces déchets doivent être enfouis à SONZAY.

L'exploitation est prévue pour n'accepter à l'horizon 2002 que les déchets ultimes tels que définis dans la loi du 15 juillet 1975 modifiée et conformément aux orientations de la circulaire de Madame le Ministre de l'Environnement en date du 28 avril 1998.

Le projet d'extension de SONZAY est donc compatible avec le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés d'Indre et Loire.

III/3 MODE D'EXPLOITATION

Le site sera exploité en alvéole d'une superficie moyenne de 5 000 m² délimitée par des digues. Ce mode d'exploitation est déjà appliqué au site actuel. Les alvéoles recevront les déchets ménagers et industriels banals autorisés.

Les déchets sont déversés dans l'alvéole et repris par un engin qui les épand en couches minces et les compacte à une densité de l'ordre de 1. Les déchets sont recouverts chaque semaine.

Une barrière de sécurité passive sera constituée, de bas en haut sur au moins 5 mètres par les terrains naturels de perméabilité inférieure à 1.10^{-6} m/s et sur une épaisseur de 1 mètre, par une couche de terrain compactée et travaillée pour obtenir une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s.

Une barrière de sécurité active, constituée par une géomembrane posée entre deux géotextiles de protection, sera disposée sur le fond et les flancs des alvéoles.

Un complexe de drainage interne, composé d'une couche de matériau drainant dans lequel est disposé un réseau de drains en polyéthylène haute densité, est installé sur la géomembrane. Ce complexe est destiné à assurer la collecte des lixiviats qui sont recueillis dans des puits. Les lixiviats sont ensuite pompés et traités dans une station d'épuration située sur le site.

Le biogaz des alvéoles comblées sera collecté par un réseau de drains et éliminé par combustion dans une torchère.

Les déchets seront contrôlés à l'entrée et au déchargement dans l'alvéole. L'apport des déchets sera conditionné par l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable suivant leur nature.

Un système de contrôle de radioactivité sera installé au poste de contrôle, à l'entrée du site, en complément des aménagements existants.

III/4 MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LUTTE CONTRE LES NUISANCES

Protection des eaux

Les terrains exploités répondent aux exigences réglementaires ; la couche de perméabilité inférieure à 1.10^{-6} m/s est présente sur 5 à 9 m d'épaisseur. Les terrains seront travaillés sur 1 m pour obtenir une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s. Les fonds d'alvéoles et les flancs des digues seront recouverts de géomembrane. Le captage des lixiviats et leur traitement ajouté aux barrières de sécurité passive et active décrite ci-dessus, assureront une protection efficace de la qualité des eaux souterraines.

Un piézomètre est placé à l'amont du site et deux piézomètres à l'aval hydraulique permettant ainsi d'assurer le suivi de la qualité des eaux. Des analyses seront régulièrement effectuées sur ces trois puits de contrôle.

Le centre d'enfouissement technique est éloigné des captages d'eau publics ou privés destinés à l'alimentation humaine, il n'est pas situé à l'amont hydraulique de captages existants.

Les eaux de ruissellement non souillées seront captées sur le site par des fossés périphériques et stockées dans un bassin tampon avant rejet à l'extérieur du site. Des analyses de la qualité de ces eaux seront réalisées périodiquement.

Le recouvrement des alvéoles comblées sera assuré avec une pente minimale de 3 % pour empêcher les infiltrations d'eau dans le massif de déchets. La couverture finale sera constituée d'un mètre de matériau argileux compacté surmonté de 30 cm de terre végétale et/ou de compost pour permettre le reverdissement du site.

Protection de la qualité de l'air et lutte contre les odeurs

Les odeurs sont principalement consécutives à la fermentation des déchets et à la production du biogaz. Le compactage et la couverture hebdomadaire des déchets limitent les odeurs de fermentation. Le captage du biogaz et sa destruction par combustion empêcheront le développement d'odeurs.

Les gaz de combustion issus de la torchère seront régulièrement analysés pour vérifier la conformité des rejets atmosphériques.

Les moteurs des engins utilisés sur le site seront régulièrement entretenus et vérifiés.

Protection contre les envols et de la poussière

La zone d'exploitation exposée aux vents dominants, est protégée par des filets anti-envols, la technique d'exploitation avec compactage quasi-immédiat des déchets déversés limite le risque d'envols d'éléments légers. Les camions arrivant sur le site doivent être bâchés ou couverts par des filets. Le quai de vidage est nettoyé par les conducteurs des camions. L'exploitant procède régulièrement au ramassage des envols sur le site et ses abords.

Les pistes internes sont revêtues d'enrobé et entretenues régulièrement. Ces précautions et les règles de circulation internes et notamment la limitation de vitesse permettent de réduire les envols de poussières.

Lutte contre les nuisances sonores

Le site de SONZAY est éloigné de toute habitation, la première maison est située à 200 mètres, le site est entouré d'arbres qui limitent la propagation des bruits.

III/ SECURITE DU SITE

Sécurité incendie

L'exploitant maintient une réserve de terre à proximité des casiers en cours d'exploitation pour étouffer tout départ de feu de déchets dans une alvéole. Le compactage et l'exploitation par petites superficies diminuent les risques d'incendie.

Deux bassins seront créés sur le site afin de disposer d'une réserve d'eau. Des extincteurs complètent le dispositif de protection.

Sécurité des personnes

Le site est clôturé sur une hauteur de 2 mètres, en dehors des heures d'ouvertures, le portail d'accès est fermé à clés. Le site est gardé. L'accès y est réglementé.

Les personnes, autorisées à pénétrer sur le site, sont tenues de respecter les consignes de l'exploitant.

La protection des travailleurs est prévue dans le respect des dispositions du Code du Travail. Les équipements de protection individuelle sont fournis et entretenus par l'exploitant.

III/ENQUETE PUBLIQUE - AVIS DES SERVICES

III/1 Enquête publique et avis du commissaire-enquêteur

L'enquête publique s'est déroulée du 23 septembre au 28 octobre 1998 sur la commune de SONZAY.

Le commissaire-enquêteur a retenu que les observations portaient essentiellement sur les nuisances olfactives et leurs conséquences sur la santé des riverains.

Des pertes de déchets sur la route sont également évoquées.

Enfin, il note qu'il n'y a pas d'opposition au projet et que les riverains souhaiteraient être associés à la commission de contrôle.

Un mémoire en réponse aux observations formulées lors de l'enquête publique a été transmis par l'exploitant au commissaire-enquêteur, le 16 novembre 1998.

Au vu du mémoire en réponse, le commissaire-enquêteur confirme dans son rapport du 20 novembre 1998 que le dossier soumis à l'enquête publique est d'une grande qualité, il estime que la principale nuisance concerne les odeurs et les conséquences pour la santé.

Il considère que les mesures envisagées dans le domaine de la gestion des eaux sont parfaitement adaptées.

En conclusion, le commissaire-enquêteur émet un avis favorable accompagné des réserves suivantes :

- *"recouvrir les ordures fraîches plus rapidement que par le passé, afin de réduire davantage les nuisances olfactives.*
- *mettre en service la récupération et l'exploitation énergétique des gaz tel que décrit dans le dossier, dans le mémoire en réponse et avec le rendement annoncé sous un délai de 18 mois.*
- *reprendre la totalité des zones d'affaissement et de fissures même lorsqu'elles sont replantées, tels que décrit dans le dossier, dans le mémoire en réponse et ce dans les délais annoncés pour chaque tranche dans le mémoire de réponse.*
- *permettre au Maire de la commune ou à l'adjoint délégué, de vérifier inopinément le contenu des déchets livrés sur le site. Pour que le contradictoire soit préservé, il devra au préalable signaler sa venue au Directeur Général des Etablissements GENET afin de lui laisser le temps de venir ou de se faire représenter.*
- *reconstituer l'écran végétal sur une largeur de 50 m. Le rideau d'arbres le long de la R.D. 959 a été réduit de 50 mètres à 30 mètres lors des travaux d'élargissement de 1997. Il doit être reconstitué à la largeur initiale sans que les frais en incombent au pétitionnaire".*

De plus, le commissaire-enquêteur formule les recommandations suivantes :

- *"que Messieurs _____ soient inscrits sur la liste des membres de la commission de contrôle. le Maire de la commune et l'adjoint délégué devraient également pouvoir participer aux travaux de la commission.*
- *les producteurs de déchets doivent encore améliorer la surveillance de la nature des déchets expédiés sur le site.*
- *les procédures de tri des dépôts à la déchetterie doivent être établies en liaison avec la municipalité.*
- *au vu des inquiétudes relatives à la santé, portées au registre d'enquête, nous recommandons que la D.D.A.S.S., administration en charge des conditions sanitaires, prenne contact avec les riverains immédiats".*

III/2 Avis de la commune de SONZAY et des administrations

- Avis de la commune de SONZAY

Le Conseil Municipal de SONZAY, réuni dans sa séance du 4 novembre 1998, a émis un avis favorable à la demande présentée par la Société GENET.

- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales : Avis du 2 novembre 1998.

Ce service formule les remarques suivantes :

- *"la mention de la rubrique 167 B ne semble pas justifiée dans la mesure où les déchets industriels banals admis sur le site représentent un faible tonnage par rapport aux déchets ménagers.*
- *un contrôle de radioactivité devra être effectué sur les chargements admis sur le site.*
- *les niveaux de rejet proposés semblent corrects bien que l'incidence du rejet sur le milieu hydraulique ne soit pas abordée dans l'étude d'impact.*
- *des bassins de stockage étanches devront être réalisés pour capter les eaux de ruissellement intérieures au site, avant rejet dans le milieu naturel. Ils devront être dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un évènement pluvieux de fréquence décennale".*

- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile : Avis du 10 août 1998

Ce service n'a pas d'observation particulière à formuler.

- Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours : Avis du 17 août 1998

Cette direction note que les dispositions en matière de mise en place des moyens de secours donnaient satisfaction et apporte les précisions suivantes :

- *"le numéro d'urgence (18) du CTA/CODIS des sapeurs-pompiers (Centre de Traitement de l'Alerte-Centre Opérationnel des Services d'Incendie et de Secours).*
- *le CTA/CODIS a pour mission d'organiser les moyens d'intervention".*

- Direction Régionale de l'Environnement : Avis du 18 août 1998

Cette direction précise :

- *"que le Bois de la Motte où sera situé le futur C.E.T. est concerné par une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) de type 1.*
- *qu'il s'agit d'un milieu de landes à Chênes Tauzin, de landes sèches, mésophiles et humides, de mardelles qui constitue une zone biologiquement intéressante, qu'il convient de protéger.*
- *que l'étude d'impact a noté la présence de la gentiane pneumonanthe, espèce protégée au niveau régional.*
- *que l'intérêt économique et environnemental de l'établissement de la déchetterie et du centre d'enfouissement technique conduit à émettre un avis favorable tout en demandant la prise en considération des données environnementales sus-mentionnées".*

III/3 - Avis de l'hydrogéologue

L'hydrogéologue agréé pour le département d'Indre et Loire a émis un avis favorable le 6 juin 1998 sous réserve des préconisations suivantes :

- *"le suivi de la qualité de l'eau de la nappe portera sur les piézomètres PZ2, PZ3 et PZ5. Les valeurs des paramètres analysés pourront être comparées aux valeurs guides en matière de pollution des eaux (usage non sensible) présentées dans le guide méthodologique "Evaluation simplifiée des risques et classification des sites .*
- *les prélèvements trimestriels dans les piézomètres devront être effectués au terme de pompages destinés à renouveler l'eau dans les piézomètres. La durée des pompages sera fonction du débit de la pompe. Elle sera calculée sur la base d'un soutirage d'environ 8 m³ d'eau avant prélèvement (par exemple prélèvement effectué au terme d'un pompage de 20 mn avec une pompe 4 pouces débitant 24 m³/h).*
- *lors du réaménagement des alvéoles après exploitation, la Société GENET veillera à ce que la couche argileuse qui recouvrira les déchets soit suffisamment inclinée vers la périphérie des alvéoles pour permettre l'écoulement des eaux de ruissellement hors des limites des alvéoles et limiter ainsi l'infiltration".*

- Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : Avis du 12 août 1998.

Cette direction n'émet aucune observation.

- Direction Départementale de l'Équipement : Avis du 16 novembre 1998.

Cette direction fait des remarques sur l'étude d'impact.

- *"manque de connaissances de l'état initial du site et ses environs.*
- *difficultés pour apprécier les effets du projet sur l'environnement et la mise en oeuvre des mesures compensatoires.*
- *absence de mention sur l'importance du trafic généré par l'exploitation et son évolution".*

Enfin, il est mentionné que ne sera autorisé aucun autre accès que celui existant sur la R.D. 959.

- Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine : Avis du 12 novembre 1998.

Avis favorable.

- Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt : Avis du 17 novembre 1998.

Avis favorable.

IV/ AVIS ET CONCLUSION AU RAPPORTEUR

Conformément aux textes réglementaires, la demande formulée par la Société GENET a fait l'objet d'une enquête publique et d'une consultation administrative.

Le projet d'extension n'a pas soulevé d'opposition lors de l'enquête publique, les remarques formulées portent essentiellement sur le problème des odeurs. Les administrations n'ont pas émis d'avis défavorable.

L'extension du C.E.T. s'inscrit pleinement dans les orientations du Plan Départemental d'Elimination des déchets ménagers et assimilés d'Indre et Loire.

Le site est éloigné de toute habitation, la première maison est à 200 mètres. Il est entouré d'arbres qui en minimisent la vue.

La géologie du site est compatible avec l'exploitation d'un C.E.T. La nature argileuse des terrains répond à la réglementation. L'imperméabilisation du fond et des flancs des alvéoles associée au drainage et au pompage des lixiviats en vue de leur traitement sur le site permet d'assurer la protection des eaux souterraines et superficielles.

La surveillance de la qualité des eaux superficielles va être renforcée, des analyses seront réalisées avant rejet. Les piézomètres permettront d'évaluer l'influence du C.E.T. sur la qualité des eaux souterraines.

Le pétitionnaire s'est engagé à améliorer la lutte contre les odeurs par la récupération systématique du biogaz par la mise en place d'un réseau de collecte et d'une torchère et en colmatant les fuites de gaz causées par les fissures des zones d'affaissement. Il s'est engagé également à recouvrir les ordures fraîches plus rapidement.

L'aménagement final prend en compte l'intégration du site, une pente moyenne de 3 %, un reverdissement par plantation après mise en place des différentes couches permettant la constitution de la couverture finale.

L'exploitant constituera les garanties financières à partir du 14 juin 1999. Ces garanties concerneront les alvéoles déjà autorisées qui seront mis en exploitation après le 14 juin 1999 et les alvéoles comprises dans la zone d'extension.

La déchetterie répond à la réglementation, celle-ci est clôturée et gardiennée. Les produits suivants sont acceptés en vue d'un recyclage ou d'une valorisation : verre, ferrailles, papiers-cartons, huiles, déchets végétaux.

Une commission locale d'information et de surveillance pourra être constituée conformément au décret du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets.

En conclusion, je vous propose de donner un avis favorable à la demande présentée par la Société GENET, concernant l'extension du site de SONZAY et l'exploitation d'une déchetterie sous réserve du respect des prescriptions techniques qui intègrent les exigences de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés.